

Almagro joue son rôle de pion des États Unis



Le secrétaire général de l'Organisation des États Américains (OEA), Luis Almagro, a repris ses vieilles habitudes en tant que pion de la politique des États-Unis en Amérique Latine.

Récemment, le président de la Bolivie, Luis Arce, a signalé lors de sa visite au Mexique que le secrétaire de l'organisation, connue aussi sous le nom de Ministère des Colonies de Washington, doit s'abstenir de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays.

Différents critères coïncident sur le fait qu'il est inacceptable qu'une personne au nom d'une institution telle que l'OEA s'immisce dans les affaires intérieures de nos pays » a indiqué Arce dans un communiqué de presse à La Paz, à son retour du Mexique, critère qui coïncide avec celui du président mexicain, Andrés Manuel López Obrador.

Le chef de l'état bolivien a souligné « le rôle d'ingérence qu'a déployé cette organisation avec Almagro à la tête »

« Nous avons été témoins de l'intromission d'Almagro, très claire, très évidente », a poursuivi Arce, dans une apparente allusion aux expressions du secrétaire général de l'OEA sur la crise vécue en Bolivie en 2019 et la récente détention de l'ancienne présidente de facto Jeanine Áñez »

En outre il a indiqué que ce thème sera abordé « dans tous les forums nécessaires » pour constater si d'autres pays sont d'accord avec la position de la Bolivie et le Mexique pour « entreprendre ensuite les actions recommandées ».

Certaines analyses rappellent que les actions du fonctionnaire, qualifiés par plusieurs sources d'agent de la CIA, pourraient être déterminantes dans son désir de continuer à appliquer la Doctrine Monroe ou plutôt tout ce que la Maison Blanche dicte contre les gouvernements de la région qui veulent se détacher du troupeau.

Les positions d'Almagro vont à l'encontre de Cuba, du Venezuela, du Nicaragua ou contre tous ceux qui n'approuvent pas la politique états-unienne.

Suite à sa réélection imposée à la tête de l'OEA en mars 2020, Almagro a reçu de nouveaux coups, spécialement au moment où le journal états-unien The Washington Post a publié que des experts de l'Institut Technologique de Massachusetts (MIT) ont déclaré « qu'il n'y a eu aucune évidence statistique de fraude aux élections boliviennes »

Selon le Post, à cette époque-là, Almagro n'a pas agi honnêtement en Bolivie et les mensonges diffusés dans les médias conservateurs ont joué leur rôle et il s'est avéré qu'Evo Morales et García Linera sont apparus comme menteurs dans un premier moment.

Aux événements de la Bolivie, il faut ajouter ses échecs continuels dans ses tentatives de renverser le président Nicolas Maduro et d'intervenir militairement au Venezuela.

Ce qui s'est passé dans la nation andine disqualifie la conduite de l'organisation et de ses rapports, et montre son évidente alliance avec Washington et la droite bolivienne pour renverser Morales et son mouvement vers le Socialisme en novembre 2020.

L'OEA été créée en 1948 lors de la signature à Bogota, en Colombie, de sa Charte qui est entrée en vigueur en décembre 1951 et depuis les États-Unis l'ont utilisée à leur convenance et au rythme de leurs politiques.

Les principes de la Charte restent lettre morte car ils sont constamment violés et ils n'existent que quand la Maison Blanche veut changer un élément qui ne lui convient pas, action qui reçoit l'immédiate approbation de son actuel secrétaire général.

Le principe de « Promouvoir et consolider la démocratie représentative dans le respect au principe de la non-intervention » est violé constamment dans la région et les exemples sont nombreux comme on l'a vu au Guatemala, au Panama, à Cuba et récemment en Bolivie.

Selon des analystes il est très commun que l'OEA sous le mandat d'Almagro s'immisce dans les affaires intérieures de l'Amérique Latine et ce n'est pas par hasard que l'Uruguayen ait reçu les éloges de l'ancien secrétaire d'état Mike Pompeo, qui l'a qualifié de « véritable défenseur des libertés en Amérique Latine »

Dans son servilisme qualifié par certains dans la région de “chien fidèle”, le secrétaire de l’OEA s’est joint récemment aux attaques des secteurs conservateurs et de cubano-américains, qui ont accusé Cuba « de recourir au terrorisme d’État contre ceux qui pensent différemment »

Almagro a participé à la Conférence de presse virtuelle organisée par une entité créée par Washington, Cuba Decide, aux cotés de José Daniel Ferrer, un mercenaire qui dirige l’Union Patriotique de Cuba (Unpacu), une organisation financée par les États-Unis dans le but d’augmenter une prétendue opposition à l’intérieur de Cuba.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/252218-almagro-joue-son-role-de-pion-des-etats-unis>



Radio Habana Cuba